

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session

Rome, 8-9 septembre 2004

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRE-VINGT-DEUXIÈME SESSION

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	PARAGRAPHE	PAGE
I. INTRODUCTION	1-2	1
II. OUVERTURE DE LA SESSION	3	1
III. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4-54	1-12
A. Adoption de l'ordre du jour	4	1
B. Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat	5	1
C. Priorités stratégiques et programme de travail et budget du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005	6-8	1-2
D. Évaluation	9-11	2
E. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation	12	2-3
F. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays	13-17	3
G. Ressources disponibles pour engagement	18	4
H. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen	19-25	4-5
I. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen	26-32	6-8
J. Activités prévues au titre des projets	33	8
K. Rapports financiers	34-39	8-9
L. Politique en matière de ressources humaines	40	9
M. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs	41	9-10
N. Rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance	42-43	10
O. Autres questions	44-54	10-12
 ANNEXES		
I. Liste des participants à la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration		13-18
II. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-deuxième session		19-21
III. Ordre du jour		22-24

PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRE-VINGT-DEUXIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. INTRODUCTION

1. La quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 8 et 9 septembre 2004. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents énumérés à l'annexe II.

II. OUVERTURE DE LA SESSION

3. En sa qualité de président de la réunion, le Président du FIDA, M. Lennart Båge, ouvre la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration. Il réitère la position du Fonds en ce qui concerne la situation d'urgence causée par les invasions de criquets pèlerins en Afrique du Nord et dans la région du Sahel, qui menacent directement les petits agriculteurs et les petits éleveurs (c'est-à-dire le groupe cible du FIDA). À la lumière de l'expérience qu'il a acquise ces dernières années, le FIDA s'emploie, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les donateurs bilatéraux, à aider de différentes façons les pays touchés à faire face à cette menace. Selon le cas, le FIDA recourt aux programmes de pays ou à des dons spécifiques, et sa stratégie première est de mettre les pays touchés mieux à même de trouver une solution rationnelle, sûre, durable et respectueuse de l'environnement, aux problèmes causés par les invasions de criquets pèlerins.

III. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration examine l'ordre du jour provisoire (document EB 2004/82/R.1) et, à l'issue des débats, adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2004/82/R.1/Rev.1. L'ordre du jour est reproduit à l'annexe III.

B. Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat (point 3 de l'ordre du jour)

5. Le Conseil d'administration examine le document EB 2004/82/R.2, intitulé "Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat", et se félicite de l'orientation générale qui y est présentée. Après un échange de vues d'une grande richesse, les Administrateurs conviennent que certains des éléments du document appellent un travail plus approfondi, et qu'il faudra ajouter un cadre de résultats permettant le suivi et l'évaluation des activités envisagées dans le contexte du secteur privé. Le document révisé, en même temps que le cadre de résultats, sera soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa quatre-vingt-quatrième session en avril 2005.

C. Priorités stratégiques et programme de travail et budget du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005 (point 4 de l'ordre du jour)

6. Le Conseil d'administration examine le document intitulé Priorités stratégiques et programme de travail et budget du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005 (document EB 2004/82/R.3 et rectificatif), qu'il considère comme ayant une orientation beaucoup plus stratégique et par conséquent comme une amélioration par rapport au document de l'an dernier. Le document construit un scénario pour un programme de travail prévu d'un montant de 475 millions de USD que le Fonds souhaite porter à 500 millions de USD, si les ressources le permettent. Les Administrateurs se disent généralement satisfaits du niveau du programme de prêts et du budget administratif proposés par le

Fonds. Ils espèrent que le niveau de 500 millions de USD pourra être atteint, et ils reçoivent l'assurance que la direction a l'intention de maintenir le programme de prêts à un niveau aussi élevé que le permettront les ressources disponibles.

7. Le document contient également une indication concernant la façon dont ont été alloués jusqu'à présent les fonds reportés du budget administratif de 2003, ainsi qu'un premier aperçu du programme de travail et du budget du Bureau de l'évaluation pour 2005, qui n'envisage aucune augmentation en termes réels. Un document complet sur le programme de travail et le budget du Bureau de l'évaluation pour 2005 doit être élaboré et examiné par le Comité de l'évaluation le 15 octobre 2004.

8. Les Administrateurs disent attendre avec intérêt de recevoir, lors de la quatre-vingt-troisième session du Conseil d'administration, les propositions définitives présentées à la fois sous la forme traditionnelle par rubrique budgétaire et sous la nouvelle forme par activité. Comme décidé en avril de cette année, les propositions budgétaires qui seront soumises à l'examen de la session du Conseil de décembre 2004 seront d'abord examinées par le Comité d'audit à sa réunion du mercredi 3 novembre 2004, après quoi un rapport sera soumis au Conseil.

D. Évaluation (point 5 de l'ordre du jour)

a) Rapports du Comité de l'évaluation

9. Le Conseil d'administration examine les rapports du président du Comité de l'évaluation sur les trente-sixième et trente-septième sessions du comité (documents EB 2004/82/R.4 et EB 2004/82/R.5). En approuvant ces deux rapports, le Conseil convient de différer jusqu'en 2006-2007 l'évaluation du mécanisme flexible de financement par le Bureau de l'évaluation. Les Administrateurs notent également que les recommandations du Comité de l'évaluation sur son mandat et son règlement intérieur révisés seront soumises au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-troisième session en décembre 2004.

b) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)

10. Le Conseil d'administration examine le deuxième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA – opérations évaluées en 2003 (document EB 2004/82/R.6), et félicite le Bureau de l'évaluation de ce rapport, qui contient un exposé transparent et succinct des résultats et de l'impact des opérations du FIDA évaluées en 2003. Les Administrateurs prennent note des importants thèmes récurrents et de leurs incidences pour le Fonds tels que reflétés dans le document. À cet égard, il est convenu que la direction du FIDA apportera une réponse aux questions qui y sont soulevées dans son rapport de situation annuel sur le portefeuille de projets.

c) Quatrième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA

11. Le directeur du Bureau de l'évaluation présente le quatrième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante (EEI) du FIDA (document EB 2004/82/R.7). Tout en relevant que l'évaluation externe indépendante avance comme prévu, le Conseil demande à recevoir à sa session de décembre 2004 des informations sur le mandat du consultant de l'EEI chargé des ressources humaines en même temps que le prochain rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation

E. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation (point 6 de l'ordre du jour)

12. Conformément à la nouvelle politique d'évaluation du FIDA, le Conseil examine le premier rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation

(document EB 2004/82/R.8). Les Administrateurs se félicitent du résumé des thèmes transversaux mis en relief lors des évaluations de 2002 ainsi que des informations fournies au sujet de la mise en œuvre des diverses recommandations. Le Bureau a également, conformément à la politique d'évaluation, fourni ses propres observations au sujet du rapport.

F. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (point 7 de l'ordre du jour)

13. Les Administrateurs se disent satisfaits des efforts que le Fonds ne cesse de déployer pour faire en sorte que les exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) représentent un cadre stratégique pour ses programmes de pays. Ils présentent des suggestions et des idées pour améliorer le cadre actuel des COSOP.

14. Le Conseil d'administration examine ensuite les COSOP suivants:

a) Mozambique

15. Les Administrateurs se penchent sur le COSOP pour le Mozambique (document EB 2004/82/R.9). Ils expriment leur appui au document et formulent des observations concernant la présentation utilisée, y compris le cadre logique, le créneau stratégique et la mise en œuvre des axes stratégiques choisis. Les Administrateurs s'accordent pour estimer que l'analyse, les problèmes stratégiques et les domaines couverts, centrés exclusivement sur les aspects d'ordre global et stratégique, offrent un cadre de vaste portée pour la structuration future du programme du FIDA et la concentration nécessaire sur les domaines clés. Des questions sont soulevées concernant des actions spécifiques de suivi de la mise en œuvre et leurs conséquences pour les programmes dans la filière. En outre l'importance des thèmes transversaux de la problématique hommes-femmes et spécialement du VIH/sida est mise en relief. Compte tenu des axes stratégiques retenus, les Administrateurs pour l'Allemagne et la Suisse expriment l'intérêt de leur pays et confirment la complémentarité qui existe avec leurs programmes nationaux. Des discussions de suivi sont menées à ce sujet.

b) Ouganda

16. Le Conseil d'administration examine le COSOP actualisé pour l'Ouganda (document EB 2004/82/R.10). Ce COSOP fait suite à une première version datant de 1998. Il constitue une base pour la participation et la contribution future du FIDA à la mise au point d'une stratégie, d'une planification et d'une politique nationales cohérentes et solides, ainsi que d'un cadre institutionnel et matériel pour la commercialisation des produits des petits exploitants. Il décrit un processus dans le cadre duquel les actions futures du FIDA reposeront moins sur des projets et des interventions dans des domaines spécifiques, et davantage sur des approches sectorielles appuyées par des mécanismes de financement multidonateurs et des projets complémentaires innovants. Les Administrateurs expriment leur satisfaction quant à la qualité du document, sa synergie avec le plan d'action pour l'éradication de la pauvreté du Gouvernement ougandais et son plan de modernisation de l'agriculture. Ils apprécient également la clarté avec laquelle il décrit la direction et la finalité du soutien accru que le FIDA prévoit d'apporter dans l'avenir, aux efforts cohérents des donateurs pour renforcer l'action nationale en vue de la réduction de la pauvreté. Le Conseil approuve l'intention du FIDA de maintenir la flexibilité qu'offre l'approche des projets, concernant spécialement les domaines et les questions qui réclament une démarche collant de très près aux réalités du terrain, ainsi qu'une approche innovante, et pour lesquels on dispose de très peu de données d'expérience concrètes permettant une mise en œuvre à plus grande échelle.

17. Les Administrateurs font au sujet de la présentation du document des suggestions positives et précieuses qui seront prises en compte lors de la finalisation du COSOP, en proposant notamment d'introduire: une mention de la moindre dépense pour le gouvernement qu'implique l'approche sectorielle, une référence aux répercussions du projet en cours relatif à la production d'huile végétale, ainsi que des améliorations du cadre logique.

G. Ressources disponibles pour engagement (point 8 de l'ordre du jour)

18. Le Conseil d'administration examine le document intitulé Ressources disponibles pour engagement (document EB 2004/82/R.11), et relève que le montant total des flux nets de janvier à août 2004 est estimé à 252,6 millions de USD, soit un montant suffisant pour couvrir le coût des propositions soumises à la session en cours. Par conséquent, aucun recours supplémentaire au pouvoir d'engagement anticipé n'est demandé à la session en cours du Conseil.

H. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen (point 9 de l'ordre du jour)

19. Bien que, pour des raisons logistiques, il n'ait pas été possible de négocier les propositions concernant le Brésil et le Népal qu'il était initialement prévu de soumettre à la session en cours, les Administrateurs formulent des observations et des considérations qui accéléreront le processus d'approbation de ces propositions, qui, une fois leur formulation achevée, seront soumises au Conseil à sa quatre-vingt-troisième session en décembre 2004.

20. Le Conseil d'administration examine les propositions de projets/programmes ci-dessous:

a) **Afrique orientale et australe**

i) *Burundi: programme transitoire de reconstruction après-conflit*

21. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme contenue dans le document EB 2004/82/R.12 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Burundi un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (11 300 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

ii) *Rwanda: Mémoire du Président: recalibrage et nouvelles dispositions d'exécution du Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (prêt n°537-RW)*

22. Le Conseil d'administration étudie la proposition contenue dans le document EB 2004/82/R.13 et approuve les nouvelles dispositions relatives à l'exécution du deuxième cycle dans les limites de l'enveloppe existante, en modifiant comme suit le prêt 537-RW accordé au titre du mécanisme flexible de financement:

- i) réduire le nombre de composantes de cinq à trois: a) appui à la décentralisation et au développement de l'infrastructure; b) transformation économique des zones rurales; et c) gestion du projet;
- ii) étendre la zone du projet des quatre districts sélectionnés au départ à l'ensemble des huit districts de la province de l'Umutara;
- iii) réviser les catégories du prêt 537-RW et le pourcentage des dépenses admises à bénéficier d'un financement du FIDA pour les harmoniser avec celles du prêt 573-RW et réaffecter les fonds en conséquence, comme cela est indiqué à l'annexe I; et
- iv) adapter les déclencheurs pour passer du deuxième au troisième cycle compte tenu de l'expérience acquise récemment en cours d'exécution (annexe II).

b) **Asie et Pacifique**

Sri Lanka: programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides

23. Le Conseil d'administration étudie la proposition de programme et de don contenue dans le document EB 2004/82/R.15 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: que le Fonds fera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quinze millions cent mille droits de tirage spéciaux (15 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste démocratique de Sri Lanka un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent quarante mille droits de tirage spéciaux (240 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

c) **Proche-Orient et Afrique du Nord**

i) *Azerbaïdjan: projet de développement du Nord-Est*

24. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2004/82/R.17 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Azerbaïdjan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions six cent mille droits de tirage spéciaux (8 600 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

ii) *Yémen: projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala*

25. Le Conseil d'administration étudie la proposition de projet contenue dans le document EB 2004/82/R.18 ainsi que ses additif et supplément, et adopte la résolution suivante:

“DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Yémen un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (9 800 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

I. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen (point 10 de l'ordre du jour)

26. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons ci-dessous:

- a) **Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

27. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons présentées dans le document EB 2004/82/R.19 et, en adoptant les résolutions suivantes, convient de soutenir trois programmes de recherche et de formation agricoles destinés à être réalisés par un centre affilié au GCRAI:

“DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'amélioration des moyens de subsistance des ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre par l'adoption de systèmes productifs et compétitifs de culture de l'igname – phase II, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à vaincre la pauvreté dans les communautés de producteurs de noix de coco: les ressources génétiques du cocotier au service d'un mode de subsistance durable, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de gestion des paysages rizicoles dans les hautes terres marginales dans une optique de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement, accordera un don ne dépassant pas un million cent quatre-vingt-dix mille dollars des États-Unis (1 190 000 USD) à l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.”

- b) **Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

28. Le Conseil d'administration examine les propositions de dons présentées dans le document EB 2004/82/R.20 et, en adoptant les résolutions suivantes, convient de soutenir deux programmes de recherche et de formation agricoles destinés à être réalisés par des centres non affiliés au GCRAI:

“DÉCIDE: que le Fonds fera au Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (GCAP) un don d'un montant de un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au maximum pour financer en partie le Programme de formation de coalitions stratégiques et de promotion de l'innovation et de l'apprentissage en matière de finance rurale. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fera au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) un don d'un montant de un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au maximum pour financer en partie l'Initiative régionale concernant la demande d'eau. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président."

c) **Don d'assistance technique en faveur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés**

29. Le Conseil d'administration examine les renseignements contenus dans le document EB 2004/82/R.21, et approuve le don d'assistance technique en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, aux fins de financer en partie le programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pendant la première année d'une période de deux ans commençant en janvier 2005, accordera à la Coalition internationale pour l'accès à la terre un don ne dépassant pas neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président."

30. Le Conseil relève que le financement total envisagé par le FIDA est d'environ 1,87 million de USD, échelonné sur deux phases d'un an chacune – 2005 et 2006. Après un examen des progrès et réalisations fait par le FIDA en 2005 et jugé satisfaisant, un don de 965 000 USD pour la seconde phase sera soumis à l'examen du Conseil d'administration.

d) **Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en faveur du Programme régional d'appui au réseau de développement des plantes médicinales en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay**

31. Le Conseil d'administration examine les renseignements contenus dans le document EB 2004/82/R.22, et approuve le don d'assistance technique en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme régional d'appui au réseau de développement des plantes médicinales en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, pour une période de trois ans commençant en décembre 2004, accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) qui sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président."

e) **Don d'assistance technique au Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) – Phase VI**

32. Le Conseil d'administration examine les renseignements contenus dans le document EB 2004/82/R.23/Rev.1, et approuve le don d'assistance technique en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que, dans le but de cofinancer l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) – phase VI, sur trois ans à partir de septembre 2004, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million deux cent trente mille dollars des États-Unis (1 230 000 USD) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama

selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président."

J. Activités prévues au titre des projets (point 11 de l'ordre du jour)

33. Le Conseil d'administration examine le document concernant les activités prévues au titre des projets 2004-2005 (document EB 2004/82/R.24), et prend note des informations fournies au sujet des projets et des programmes dans la filière et des COSOP en cours de préparation et prévus pour 2004 et 2005. Les administrateurs appuient l'intention d'entreprendre un examen interne du processus d'élaboration des projets dans le but d'identifier les domaines qui pourraient être rationalisés pour assurer ainsi une répartition plus équilibrée des propositions qui seront présentées aux différentes sessions du Conseil en 2005.

K. Rapports financiers (point 12 de l'ordre du jour)

a) Rapport sur l'état des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA

34. Le Conseil d'administration examine le rapport sur l'état des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2004/82/R.25). Dans le rapport oral qui leur est fait, les Administrateurs notent que les instruments de contribution déposés et les paiements effectués jusqu'à présent au titre d'annonces de contributions non assorties d'instruments de contribution s'élèvent à 420,4 millions de USD, soit 84% des contributions annoncées. Le montant total des annonces de contribution, y compris les contributions complémentaires, représente 500,3 millions de USD, soit 89,3% de l'objectif fixé, à savoir 560 millions de USD. Ces chiffres marquent une amélioration par rapport à la situation dans laquelle se trouvait le Fonds au même stade de la cinquième reconstitution.

35. Pendant la session, l'Administrateur pour le Koweït informe le Conseil que son gouvernement est en train de prendre les dernières dispositions pour son annonce de contribution de 2 millions de USD à la sixième reconstitution, et qu'il pourrait envisager d'accroître ce montant. Les États membres qui n'ont pas encore annoncé leurs contributions à la sixième reconstitution sont instamment invités à le faire dès que possible, et ceux qui n'ont pas encore déposé leurs instruments de contribution respectifs ou versé leurs contributions à la sixième reconstitution sont invités à le faire sans tarder.

b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2004

36. Le Conseil d'administration examine le rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2004 (document EB 2004/82/R.26). Les derniers chiffres disponibles sont par ailleurs communiqués oralement. Les Administrateurs relèvent que si, globalement, le portefeuille de placements s'est soldé pendant le deuxième trimestre de 2004 par une perte nette de 14,4 millions de USD, le revenu net des placements au 31 août 2004 est estimé à 54 millions de USD. En outre, en juin 2004, la dernière tranche des obligations indexées sur l'inflation a été achetée pour un montant de 180 millions de USD ce qui porte la proportion des obligations indexées sur l'inflation dans le portefeuille de placements à un niveau très proche de la proportion de 18% stipulée dans la politique de placement.

c) Rapport du Comité d'audit

37. Le président du Comité d'audit présente le rapport du comité sur sa quatre-vingt-sixième réunion (document EB 2004/82/R.27). Le Conseil d'administration approuve la recommandation du

comité de maintenir le niveau de la Réserve générale à 95 millions de USD et de le réexaminer en 2006 – en tenant compte des effets des nouvelles mesures de gestion de bilan qui doivent être appliquées dans l'intervalle.

38. Le Conseil approuve aussi les recommandations ci-après relatives à l'assurance-maladie après cessation de service (AMACS):

- "a) L'excédent comptable que fait apparaître l'évaluation actuarielle de 2003 devrait être entièrement débloqué par comptabilisation dans le compte d'exploitation de 2004. En vertu des règles qui régissent le fonds fiduciaire du FIDA pour l'AMACS, toute rétrocession d'excédent au FIDA doit être autorisée par le Conseil d'administration. Le Comité d'audit recommande par conséquent au Conseil d'administration d'autoriser le déblocage de l'excédent comptable de 2003 à sa quatre-vingt-deuxième session.
- b) En raison de considérations pratiques telles que le surcoût administratif et les ressources en personnel qu'exigerait la mise en place d'un régime indépendant, le FIDA devrait continuer de participer au régime collectif administré par la FAO. Par ailleurs, le FIDA a participé à la définition de quelques unes des hypothèses clés sur lesquelles repose l'évaluation de 2003 et en particulier la méthode d'imputation. Il continuera de participer activement au processus décisionnel des prochaines évaluations et le Secrétariat étudiera l'éventuelle nécessité de revenir sur cette décision.
- c) Les excédents ou déficits actuariels futurs devraient être immédiatement comptabilisés dans les États financiers du FIDA, lorsque les normes comptables internationales (IFRS) l'exigent, sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande officielle du Comité d'audit au Conseil d'administration pour chacun des exercices concernés. Il est recommandé que le Président du FIDA ordonne des virements de ressources internes au fonds fiduciaire lorsqu'il y a lieu. Le Comité d'audit et le Conseil d'administration devront être informés de ces virements."

39. En outre, le Conseil prend note de l'intention manifestée par le comité de poursuivre la recherche d'un consensus sur les Directives pour la passation des marchés de fournitures, de travaux et de services consultatifs dans le cadre des prêts et des dons du FIDA, et de faire rapport au Conseil à ce sujet en décembre 2004.

L. Politique en matière de ressources humaines (point 13 de l'ordre du jour)

40. Les Administrateurs félicitent la direction du FIDA du travail accompli pour compiler la Politique en matière de ressources humaines présentée dans le document EB 2004/82/R.28 et proposent des modifications rédactionnelles mineures qui seront effectuées dans le document EB 2004/82/R.28/Rev.1. En approuvant la politique et en autorisant le Président du FIDA à modifier en conséquence les procédures, les Administrateurs formulent des observations et des avis divers dont il sera tenu compte lorsque les procédures seront modifiées. Une fois que ces procédures d'application auront été approuvées par le Président, la politique telle que présentée dans le document EB 2004/82/R.28/Rev.1, entrera en vigueur et remplacera l'actuel Manuel des politiques du personnel.

M. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs (point 14 de l'ordre du jour)

41. Le Conseil d'administration examine le projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs, prévue pour les 16 et 17 février 2005, tel figurant dans le document EB 2004/82/R.29, et approuve l'ordre du jour provisoire présenté sous la cote EB 2004/82/R.29/Rev.1. Il relève que le programme des manifestations organisées à l'occasion de la

session du Conseil des gouverneurs sera soumis au Conseil d'administration à sa session de décembre 2004.

N. Rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance (point 15 de l'ordre du jour)

42. Les Administrateurs examinent le rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), contenu dans le document EB 2004/82/R.30. S'il est vrai que les Administrateurs se disent satisfaits du travail qui a été accompli pour mener à bien la phase préparatoire de l'application du système d'allocation fondé sur la performance, il est par ailleurs reconnu que le processus de consultations et de validation de toutes les données n'est pas encore achevé. Il est par conséquent décidé de ne pas rendre public le document à ce stade. Les allocations résultant du SAFP et tous les éléments utilisés pour établir des scores par pays seront présentés comme document du Conseil et ensuite publiés à la quatre-vingt-troisième session de ce dernier, en décembre 2004, après que le processus aura été achevé (y compris les consultations prévues).

43. S'agissant des propositions formulées au paragraphe 12 du document EB 2004/82/R.30, le Conseil souscrit seulement aux deuxième et quatrième propositions, à savoir celle relative à l'adoption d'une approche pragmatique pour les petits États insulaires en développement et les autres pays dont la population est extrêmement faible, et celle relative à l'examen des projets dont la préparation est déjà bien avancée et qui prévoient un prêt dont le montant risque de dépasser l'allocation SAFP. À titre de mesure transitoire, lesdits projets seront examinés par le Conseil. Il est pris note de l'intention manifestée à cet effet par la direction de soumettre ces projets au Conseil en avril 2005. En outre, le Conseil souscrit à l'avis selon lequel le SAFP devrait être mis en œuvre sur un horizon temporel de six années, c'est-à-dire sur deux cycles de reconstitution des ressources.

O. Autres questions (point 16 de l'ordre du jour)

a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire

44. Le Conseil d'administration examine la demande d'admission à la qualité de membre non originaire du Fonds présentée par la République de Kiribati, telle qu'elle est contenue dans le document EB 2004/82/R.35 et recommande qu'elle soit soumise à l'approbation du Conseil des gouverneurs à sa vingt-huitième session.

b) Élection de représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA

45. Le Conseil d'administration élit M. B. Dunnzlaff (Allemagne) en qualité de Membre, M. E.R.M. Perera (Sri Lanka) en qualité de premier Membre suppléant et M. A. Al-Aquil (Arabie saoudite) en qualité de deuxième Membre suppléant chargés de représenter le Conseil des gouverneurs du Fonds au Comité des pensions du personnel du FIDA pour une période de trois ans devant prendre fin au 30 septembre 2007.

c) Adhésion du FIDA à l'accord-cadre financier et administratif (ACFA) entre l'Union européenne et les Nations Unies

46. Le Conseil d'administration examine le document EB 2004/82/R.32 et autorise le Président à négocier et mettre en forme, sur le modèle des accords similaires déjà signés avec d'autres partenaires, la documentation juridique nécessaire à l'adhésion du FIDA à l'accord-cadre financier et administratif (ACFA) entre l'Union européenne et les Nations Unies et à tout accord de contribution consécutif.

d) Accord de coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

47. Le Conseil d'administration examine le document EB 2004/82/R.33 et autorise le Président à négocier et parachever un accord de coopération entre le FIDA et la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH (Office allemand de la coopération technique) sur le modèle d'accords similaires déjà conclus entre le FIDA et d'autres institutions.

e) Dépenses spéciales pour le nouveau siège du FIDA

48. Le Conseil d'administration examine document EB 2004/82/R.34 et recommande que le Conseil des gouverneurs approuve un montant de 4,4 millions de EUR (5,4 millions de USD au taux de change en vigueur en juillet 2004) au titre de dépenses spéciales pour financer l'aménagement des aires communes et des installations du nouveau siège du FIDA au 44 de la Via Paolo di Dono, à Rome, pendant la période 2005-2007. Les Administrateurs remercient de sa générosité le pays hôte du FIDA et disent attendre avec intérêt de recevoir en décembre 2004 des informations plus détaillées sur les dépenses à prévoir. À la fin de chacune des trois années de la période 2005-2007, le Conseil recevra des rapports sur les dépenses engagées ainsi que sur les contributions volontaires des États membres.

f) Séminaire informel du Conseil d'administration sur l'examen de la gestion de bilan

49. Les Administrateurs entendent un compte rendu verbal du séminaire informel du Conseil d'administration sur l'examen de la gestion de bilan tenu le 17 juin 2004. Ils se félicitent des progrès accomplis dans la mise en œuvre des quatre domaines d'activité de l'examen de la gestion de bilan, présentés au Conseil en décembre 2003, et des projets relatifs à leurs prochaines étapes respectives.

g) Séminaire informel du Conseil d'administration sur les approches sectorielles dans l'agriculture

50. Les Administrateurs entendent un compte rendu verbal du séminaire informel du Conseil d'administration sur les approches sectorielles dans l'agriculture tenu le 7 septembre 2004. Des remerciements sont adressés au Gouvernement irlandais pour avoir apporté son appui et un concours actif au séminaire en présentant un document d'information très complet et deux séries de données d'expérience de la mise en œuvre d'approches sectorielles dans le secteur social en Afrique. Il est ressorti clairement des discussions qui ont eu lieu lors du séminaire que des approches sectorielles peuvent beaucoup contribuer à harmoniser les efforts faits pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que les objectifs visés dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Le FIDA appuiera les approches sectorielles ayant donné des résultats efficaces partout où elles existent, et divers gouvernements ont d'ailleurs demandé que le Fonds participe à la mise en œuvre d'approches sectorielles afin de les aider à en faire de meilleurs instruments de réduction de la pauvreté rurale. Dans ce contexte, il est souligné que le FIDA ne fournit pas, pas plus qu'il n'a l'intention de fournir, d'appui budgétaire dans le cadre d'approches sectorielles.

51. Les éléments dont dépend le succès des processus fondés sur les approches sectorielles et des processus semblables ou plus limités tiennent notamment aux capacités du FIDA dans les domaines comme la concertation, la gestion des savoirs, le développement des partenariats et la gestion axée sur l'impact. Toutes ces questions font actuellement l'objet d'un examen interne et sont également examinées dans le cadre de l'évaluation externe indépendante du FIDA. L'on prévoit que les discussions concernant les domaines dans lesquels ces capacités peuvent être renforcées, y compris la question de la représentation sur le terrain, occuperont une place importante dans les discussions qui auront lieu lors des négociations relatives à la septième reconstitution des ressources du FIDA. Le séminaire est parvenu à la conclusion qu'il serait sans doute préférable d'aborder ces questions dans le

contexte d'un seul et même processus cohérent plutôt que de discuter à nouveau de l'aspect partiel que représentent les seules questions liées aux approches sectorielles.

h) Rapport intérimaire sur le Programme de reconfiguration des processus (Programme de transformation stratégique)

52. Des informations actualisées sont présentées oralement au Conseil d'administration sur l'avancement du Programme de transformation stratégique. Les Administrateurs attendent avec intérêt un nouveau rapport écrit à la quatre-vingt-troisième session du Conseil en décembre 2004.

i) Rapport intérimaire sur du groupe de travail ad hoc du Conseil d'administration sur la présence du Fonds sur le terrain

53. Le Conseil d'administration accueille avec satisfaction le rapport sur l'avancement du programme pilote relatif à la présence du Fonds sur le terrain, présenté oralement par le président du groupe de travail ad hoc du Conseil d'administration, M. Peter Reid. Les Administrateurs notent qu'un rapport écrit sera présenté à la quatre-vingt-troisième session du Conseil en décembre 2004.

j) Approbation de la diffusion des documents

54. Le Conseil d'administration approuve l'affichage sur le site web public du FIDA des documents proposés sur papier à la session en cours, à l'exception des documents R.2, R.30 et R.34 (respectivement Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat, Rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance, et Dépenses spéciales pour le nouveau siège du FIDA). Le Conseil approuve également la divulgation des documents d'information affichés sur le site web à accès restreint du Fonds.

a

IFAD

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Executive Board – Eighty-Second Session

Rome, 8-9 September 2004

**LIST OF PARTICIPANTS AT THE EIGHTY- SECOND SESSION
OF THE EXECUTIVE BOARD**

**LISTE DES PARTICIPANTS À LA QUATRE-VINGT- DEUXIÈME SESSION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**LISTA DE LOS PARTICIPANTES EN EL 82º PERÍODO DE SESIONES
DE LA JUNTA EJECUTIVA**

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST A

Canada

Charles PARKER
Counsellor (Development)
Alternate Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Ireland

Anthony DEVLIN
First Secretary (Agriculture)
Alternate Permanent Representative
of Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

France

Alain GUILLOUËT
Ministre Conseiller
Chef de la Mission économique
Ambassade de France
Berne

Belgium

Roland PARFONRY
Conseiller-adjoint
Direction des Programmes
Multilatéraux et Européens
Direction Générale de la Coopération
au Développement
Service public fédéral des Affaires
étrangères, Commerce extérieur
et Coopération au Développement
Bruxelles

Germany

Bernd DUNNZLAFF
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Federal Republic of Germany
to IFAD
Rome

Switzerland

Lothar CAVIEZEL
Ministre
Représentant permanent de la
Confédération suisse
auprès du FIDA
Rome

Italy

Augusto ZODDA
Directeur général
Affaires générales, personnel et
processus organisationnels
Ministère de l'économie
et des finances
Département du Trésor
Rome

Austria

Klaus OEHLER
Deputy Director
International Finance Institutions
Federal Ministry of Finance
Vienna

**Member
Membre
Miembro**

Japan

Kazumi ENDO
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Netherlands

Jeroen T.M.G. STEEGHS
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of The Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Sweden

Michael ODEVALL
Minister
Permanent Representative of the
Kingdom of Sweden to IFAD
Rome

United States

David BLOOMGARDEN
Deputy Director
Multilateral Development
Institutions Office
Department of the Treasury
Washington, D.C.

**Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente**

Denmark

Kristian HØJERSHOLT
Minister
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to IFAD
Rome

United Kingdom

Matthew WYATT
Ambassador of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Norway

Margaret SLETTEVOLD
Minister Counsellor
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Australia

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST B

Kuwait

Hesham I. AL-WAQAYAN
Deputy Director-General
Operations and Disbursement
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

United Arab Emirates

Majed Ali Ahmed OMRAN AL SHAMSI
Assistant Director
Revenue Department
Ministry of Finance
and Industry
Dubai

Nigeria

Gabriel LOMBIN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Saudi Arabia

Ahmad Ben Souleiman AL-AQUIL
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

Indonesia

Natigor SIAGIAN
Assistant Minister for Agriculture
in charge of International Cooperation
Department of Agriculture
Jakarta

Venezuela

Rudolf RÖMER
Vicepresidente de Inversiones y
Cooperación Internacional
Banco de Desarrollo Económico y
Social de Venezuela (BANDES)
Caracas

Algeria

Larbi BOUMAZA
Directeur d'études
Direction générale du budget
Ministère des finances
Alger

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C
SUB-LIST C1 – Africa

Cameroon

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République du Cameroun
auprès du FIDA
Rome

Sudan

Mohamed Hassan JUBARA MOHAMED
Director-General
International Cooperation and
Investment Directorate
Ministry of Agriculture
and Forestry
Khartoum

Egypt

Mariam MOUSA
Minister Plenipotentiary
for Agricultural Affairs
Deputy Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Mozambique

Carla Elisa MUCAVI
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Mozambique to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

LIST C
SUB-LIST C2 – Europe, Asia and the Pacific

China

RUI Yuehua
Deputy Director
International Department
Ministry of Finance
Beijing

Sri Lanka

E. Rodney M. PERERA
Ambassador of the Democratic
Socialist Republic of Sri Lanka
to IFAD
Rome

India

Sudhir Gunvantrai MANKAD
Additional Secretary (Fund Banking)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

Republic of Korea

LEE Young-gu
Deputy Director
Multilateral Cooperation Division
Ministry of Agriculture
and Forestry
Kyonggido

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C

SUB-LIST C3 – Latin America and the Caribbean

Brazil

Benvindo BELLUCO
General Coordinator for Policies
with Organizations
Secretariat of International Affairs
Ministry of Planning, Budget
and Management
Brasilia, D.F.

Guatemala

Ileana RIVERA DE ANGOTTI
Primera Secretaria
Encargada de Negocios, a.i.
Representante Permanente de
la República de Guatemala
ante el FIDA
Roma

Mexico

Víctor Hugo MORALES MELÉNDEZ
Consejero
Representante Permanente Adjunto
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Argentina

Ariel FERNÁNDEZ
Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina
ante el FIDA
Roma

**LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
À SA QUATRE-VINGT-DEUXIÈME SESSION**

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2004/82/R.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2004/82/R.1/Add.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2004/82/R.2	3	Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat
EB 2004/82/R.3 + Corr.1	4	Priorités stratégiques et programme de travail et budget du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005
EB 2004/82/R.4	5 a) i)	Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la trente-sixième session
EB 2004/82/R.5	5 a) ii)	Rapport du Président du Comité de l'évaluation sur la trente-septième session du Comité
EB 2004/82/R.6	5 b)	Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA – Opérations évaluées en 2003
EB 2004/82/R.7	5 c)	Quatrième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA
EB 2004/82/R.8	6	Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation
EB 2004/82/R.9	7 a)	Mozambique: Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
EB 2004/82/R.10	7 b)	Ouganda: Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
EB 2004/82/R.11	8	Ressources disponibles pour engagement
EB 2004/82/R.12 + Add.1 + Sup.1	9 a) i)	Burundi: Programme transitoire de reconstruction après-conflit
EB 2004/82/R.13	9 a) ii)	Rwanda: Mémoire du Président: Recalibrage et nouvelles dispositions d'exécution du Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (prêt n°537-RW)
EB 2004/82/R.15 + Add.1 + Sup.1	9 b)	Sri Lanka: Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides
EB 2004/82/R.17 + Add.1 + Sup.1	9 c) i)	Azerbaïdjan: Projet de développement du Nord-Est

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2004/82/R.18 + Sup.1 + Corr.1	9 c) ii)	Yémen : Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala
EB 2004/82/R.19	10 a)	Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2004/82/R.20	10 b)	Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
EB 2004/82/R.21	10 c)	Don d'assistance technique en faveur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés
EB 2004/82/R.22	10 d)	Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en faveur du Programme régional d'appui au réseau de développement des plantes médicinales en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay
EB 2004/82/R.23 + Corr.1 ¹	10 e)	Don d'assistance technique au Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) – Phase VI
EB 2004/82/R.24	11	Activités prévues au titre des projets 2004-2005
EB 2004/82/R.25	12 a)	Rapport sur l'état des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2004/82/R.26	12 b)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2004
EB 2004/82/R.27	12 c)	Rapport du Comité d'audit
EB 2004/82/R.28	13	Politique en matière de ressources humaines
EB 2004/82/R.29	14	Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs
EB 2004/82/R.30	15	Rapport sur l'état d'avancement de l'application du système d'allocation fondé sur la performance
EB 2004/82/R.31	16 b)	Élection de représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA

¹ En espagnol seulement.

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2004/82/R.32	16 c)	Adhésion du FIDA à l'accord-cadre financier et administratif (ACFA) entre l'Union européenne et les Nations Unies
EB 2004/82/R.33	16 d)	Accord de coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
EB 2004/82/R.34	16 e)	Dépenses spéciales pour le nouveau siège du FIDA
EB 2004/82/R.35	16 a)	Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
EB 2004/82/INF.1		Arrangements pour la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration
EB 2004/82/INF.2		Liste des fonctionnaires du FIDA chargés de la préparation des exposés des options et stratégies d'intervention par pays ainsi que des propositions de prêts et de dons présentés à la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration
EB 2004/82/INF.3		Mémorandum d'accord relatif à un cadre de coopération entre le FIDA et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
EB 2004/82/INF.4		Exécution du premier cycle du Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (UCRIDP) au Rwanda financé au titre du Mécanisme flexible de financement
EB 2004/82/INF.5		Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
EB 2004/82/INF.6		Modalités et conditions de prêt du FIDA - Taux d'intérêt à appliquer en 2005 aux prêts accordés aux conditions ordinaires et intermédiaires
EB 2004/82/INF.7		Rapport intérimaire sur la mise en place du cadre directeur d'un système de gestion des résultats et de l'impact applicable aux programmes de pays appuyés par le FIDA
EB 2004/82/INF.8		Programme pilote relatif à la présence sur le terrain 2004-2007 - Notes récapitulatives sur les initiatives
EB 2004/82/INF.9		Liste provisoire des participants à la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration
EB 2004/82/INF.10		Discours de clôture du Président Båge à la quatre-vingt-deuxième session du Conseil d'administration
EB 2004/82/INF.11		Résumé des propositions de projets, programmes et dons examinées par le Conseil d'administration

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session

Rome, 8-9 septembre 2004

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat
4. Priorités stratégiques et programme de travail et budget du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005
5. Évaluation
 - a) Rapports du Comité de l'évaluation
 - b) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA
 - c) Quatrième rapport sur l'état d'avancement de l'évaluation externe indépendante du FIDA
6. Rapport du Président sur l'application des recommandations issues de l'évaluation
7. Exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP)
 - a) Mozambique
 - b) Ouganda
8. Ressources disponibles pour engagement

ANNEXE III

9. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Afrique orientale et australe
 - i) Burundi: Programme transitoire de reconstruction après-conflit
 - ii) Rwanda: Mémoire du Président: Recalibrage et nouvelles dispositions d'exécution du Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (prêt n°537-RW)
 - b) Asie et Pacifique

Sri Lanka: Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides
 - c) Proche-Orient et Afrique du Nord
 - i) Azerbaïdjan: Projet de développement du Nord-Est
 - ii) Yémen: Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala
10. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI
 - b) Dons d'assistance technique au titre du guichet mondial/régional (dons) pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
 - c) Don d'assistance technique en faveur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés
 - d) Don d'assistance technique administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en faveur du Programme régional d'appui au réseau de développement des plantes médicinales en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay
 - e) Don d'assistance technique au Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) – Phase VI
11. Activités prévues au titre des projets
12. Rapports financiers
 - a) Rapport sur l'état des contributions à la sixième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2004
 - c) Rapport du Comité d'audit
13. Politique en matière de ressources humaines
14. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs

15. Rapport de situation sur l'application du système d'allocation fondé sur la performance
16. Autres questions
 - a) Demande d'admission à la qualité de membre non originaire
 - b) Élection de représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
 - c) Adhésion du FIDA à l'accord-cadre financier et administratif (ACFA) entre l'Union européenne et les Nations Unies
 - d) Accord de coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
 - e) Dépenses extraordinaires pour le nouveau siège du FIDA
 - f) Séminaire informel à l'intention du Conseil d'administration sur l'examen de la gestion de bilan
 - g) Séminaire informel à l'intention du Conseil d'administration sur les approches sectorielles dans le domaine agricole
 - h) Rapport intérimaire sur le programme de reconfiguration des processus (programme de transformation stratégique)
 - i) Rapport intérimaire du groupe de travail spécial du Conseil d'administration sur la présence sur le terrain
 - j) Approbation de la diffusion des documents

